

# BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 02 – du 9 janvier au 16 janvier 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH  
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION  
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

## ZOOM : SYRIE - POINT DE SITUATION ÉCONOMIQUE APRÈS LA CHUTE DU RÉGIME ASSAD

**L'économie syrienne sort extrêmement affaiblie d'une décennie de conflits.** Le PIB formel s'est contracté de 60 Md\$ en 2010 à 6,2 Md\$ en 2023. L'économie a été affectée par les chocs externes et les difficultés économiques des pays voisins (Turquie et Liban). Les exportations se sont effondrées, passant de 8,8 Md\$ en 2010 à 700 M\$ en 2022, tandis que les importations sont passées de 18,8 Md\$ à 4,8 Md\$. La livre syrienne (SYP) s'est continuellement dépréciée par rapport au dollar : le taux de change officiel a été divisé par 270 entre 2011 et 2023, atteignant 12 562 SYP pour 1 USD (14 122 sur le marché). Cette dépréciation a alimenté une inflation élevée (+115% en 2023 selon le PAM). L'économie syrienne est largement tombée dans l'informalité et repose désormais sur des flux illicites, en particulier issus de la vente de captagon.

**LE CHIFFRE À RETENIR**

**6,2 Mds\$**

**ESTIMATION DU PIB FORMEL**

**L'État syrien est à bout de souffle et sans ressources.** Les recettes budgétaires ont connu une contraction de 85% depuis 2010. Les revenus liés au pétrole et aux ressources minières sont passés de 26% à 16% du total, la plupart des champs pétroliers étant hors de contrôle du régime depuis plusieurs années. Les dépenses publiques se sont en parallèle contractées de 87% et les dépenses courantes représentent la majorité du budget. En 2023, les subventions ont été fortement réduites, rapprochant les prix de l'essence et du diesel de leurs prix de marché respectifs. Entre 2011 et 2023, le déficit budgétaire de la Syrie a en moyenne atteint environ 11% du PIB. Ces besoins de financement ont été difficiles à combler, malgré des émissions d'obligations du Trésor depuis 2020.

**Une reconstruction des infrastructures est indispensable pour relancer l'économie syrienne.** Le principal frein à la relance de l'économie est l'effondrement du secteur de l'électricité. La Syrie avait fondé son modèle énergétique sur les hydrocarbures, dont la production domestique s'est effondrée (de 385 000 à 80 000 barils de brut par jour). Une partie des infrastructures électriques (centrales, lignes de transmission) ont par ailleurs été fortement endommagées. Les autorités de transition ont annoncé un objectif de fourniture, d'ici deux mois, de 8 heures d'électricité par jour, alors que la production actuelle ne permet de fournir que quelques heures d'électricité par jour. La destruction des infrastructures hydriques a conduit à une crise de l'eau quasi-permanente, pénalisant le secteur agricole et affaiblissant le capital humain. À la suite des conflits, la moitié des infrastructures d'eau sont aujourd'hui inopérantes. Les deux-tiers des stations d'épuration ont été détruites et près de 70% des eaux usées ne sont pas traitées. Les infrastructures de transports (aéroports, ports, routes, rails) ont fait l'objet de ciblage pendant le conflit et devront également être reconstruites pour soutenir l'effort de reconstruction.

**L'enjeu du financement de la reconstruction sera central et requiert des garanties sécuritaires et juridiques, notamment en matière de régimes de sanctions.** La Syrie sort financièrement exsangue du conflit et ne pourra pas engager de fonds pour sa reconstruction, alors même que sa stabilisation économique nécessitera déjà un effort financier important. Alors que les besoins de reconstruction sont massifs, l'effort de financement devra provenir essentiellement de l'extérieur (pays donateurs, banques multilatérales de développement). Mais la mise en œuvre d'un tel soutien nécessitera au préalable des garanties sécuritaires et juridiques pour les bailleurs et les entreprises étrangères (aménagement du régime de sanctions américaines et européennes, modalités de financement au regard des règles LCB-FT).

**Service Économique Régional de Beyrouth**

## ÉGYPTE

### 1. POINT SUR LA MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE MALADIE UNIVERSELLE

Le Premier Ministre, M. Mostafa Madbouly, a présidé le 13 janvier une réunion visant à examiner les progrès relatifs à la première phase du [système d'assurance maladie universelle](#), introduit en 2018 et déployé progressivement depuis 2019. Le programme, visant à couvrir l'ensemble du territoire d'ici 2032, touche actuellement 3,8 millions de bénéficiaires à travers cinq gouvernorats (Port-Saïd, Louxor, Ismaïlia, Sud-Sinaï et Suez). Il regroupe 3 451 services de santé disponibles dans 406 établissements, dont 91% accrédités. Ces structures, incluant hôpitaux, centres médicaux et pharmacies, sont majoritairement gérées par l'Autorité générale des soins de santé (62%), le reste relevant du secteur privé, public ou de la société civile. La réunion a également souligné les efforts de transformation numérique pour renforcer l'efficacité et la soutenabilité du système, tout en préparant son extension aux autres gouvernorats. À l'occasion de la réunion, le Premier Ministre a rappelé les directives données par le Président Sissi pour mettre en œuvre rapidement les différentes phases du système d'assurance maladie universelle.

### 2. RÉDUCTION DU DÉFICIT COMMERCIAL EN OCTOBRE 2024

Selon les données de l'agence statistique CAPMAS, le [déficit commercial](#) a reculé de 16% en octobre 2024, s'établissant à 3,66 Mds USD contre 4,36 Mds USD à la même période l'année passée. Cette amélioration est portée par une hausse des exportations de 21,3% en glissement annuel, atteignant 4,07 Mds USD, grâce à la progression des ventes de produits pétroliers (+121,5%), de pétrole brut (+31,7%), de vêtements (+15,6%) et de produits alimentaires (+24%). En revanche, certains secteurs ont enregistré une baisse, notamment les engrais (-14,2%), les produits pharmaceutiques (-36,6%) et l'acier laminé (-56%). Les importations ont légèrement augmenté (+0,2% en g.a) pour atteindre 7,73 Mds USD, en raison de la hausse des achats de gaz naturel (+382,7%), de plastiques (+12,5%) et de produits chimiques (+21,4%), malgré un recul des importations de fer et acier (-8,8%) et de produits pharmaceutiques (-5,2%).

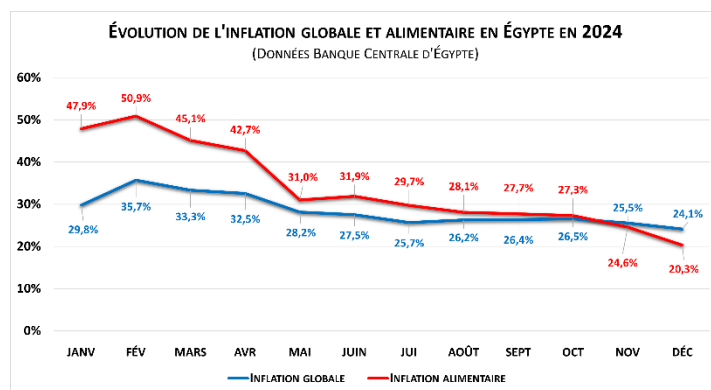
### 3. MONOPRIX ANNONCE SON IMPLANTATION POUR 2025

L'enseigne française de commerce de proximité [Monoprix](#), filiale du groupe Casino, annonce son arrivée en Égypte en s'alliant avec TMT For Food and

Beverages, un acteur majeur du commerce de détail dans le pays. Ce partenariat stratégique vise à développer un réseau de magasins offrant une large gamme de produits alimentaires et non alimentaires. Les premières ouvertures sont prévues dès 2025. Monoprix mise sur son expertise en expérience client et en gestion d'assortiment, tandis que TMT assurera l'adaptation locale et l'exploitation opérationnelle. Cette expansion s'inscrit dans la stratégie internationale de Monoprix, déjà présent dans 16 pays, et contribuera à la modernisation du commerce de proximité en Égypte, à la création d'emplois et au soutien des fournisseurs locaux.

### 4. L'INFLATION URBAINE A SON PLUS BAS NIVEAU DEPUIS 2 ANS

[L'inflation urbaine](#) a été ramenée de 25,5% en novembre à 24,1% en décembre, atteignant son niveau le plus bas depuis deux ans. Cette baisse est attribuée à la diminution de l'inflation alimentaire à 20,3%. Pour rappel, en décembre 2024, la Banque Centrale a révisé ses objectifs d'inflation à une moyenne de 7% ±2 points d'ici le T4 2026 et de 5% ±2 points d'ici le T4 2028.



## IRAK

### 1. VISITE DU PREMIER MINISTRE AU ROYAUME-UNI

Le Premier Ministre irakien s'est rendu à Londres le 14 janvier pour une visite officielle de trois jours. Il s'agissait de son premier déplacement au Royaume-Uni depuis sa nomination en octobre 2022. Durant cette visite, plusieurs partenariats en matière économique, évalués à un total de 15 Mds USD, ont été annoncés par le Premier ministre irakien et son homologue britannique, en particulier dans le domaine de l'eau (11,6 Mds USD), de l'électricité (1,5 Mds USD) et de la sécurité/défense (1,2 Md USD). D'autres coopérations ont été évoquées dans les domaines ferroviaire (Clayton Equipment), automobile (Jaguar, Land Rover) et des hydrocarbures (BP, Shell). Enfin, le Comité des garanties souveraines du gouvernement irakien a

signé un protocole d'entente avec l'agence de crédits-exports UKEF similaire à celui signé avec Bpifrance Assurance-Export en mai 2024.

## 2. LANCEMENT DE LA 1<sup>ÈRE</sup> PHASE DU PROJET DE VALORISATION GAZIÈRE PORTÉ PAR TOTALÉNERGIES

Le ministre du Pétrole, Hayyan Abdulghani, a posé la première pierre de l'usine *Artawi Gas25* qui permettra de récupérer, traiter et valoriser le gaz actuellement torché dans le champ pétrolier de Ratawi. Cette usine fait partie intégrante du projet GGIP (*Gas Growth Integrated Project*), signé en septembre 2021 entre le gouvernement irakien et l'entreprise française et mis en œuvre depuis de juillet 2023. Elle devrait entrer en service fin 2025 et permettra de traiter 1,4 M m<sup>3</sup> par jour de gaz actuellement torché, permettant d'alimenter une centrale électrique de 160 MW. Les deux autres phases consistent à traiter le gaz actuellement torché dans les champs voisins, 8,5 M m<sup>3</sup> puis 17 M m<sup>3</sup>, soit plus d'un tiers du gaz extrait actuellement en Irak.

## 3. CONSOLIDATION DE LA PRODUCTION DE PÉTROLE DU KURDISTAN IRAKIEN EN 2024

La production de pétrole de la région autonome du Kurdistan s'est élevée à 290 000 b/j en moyenne en 2024, en augmentation de 50 000 b/j par rapport à 2023. Avant la fermeture de l'oléoduc d'exportation vers la Turquie en mars 2023, la région avait une production proche de 450 000 b/j pour un niveau d'exportation d'environ 400 000 b/j. L'essentiel de la production est réalisé par des opérateurs privés indépendants de pays européens (Norvège, Royaume-Uni) et américains (États-Unis, Canada). En l'absence d'exportations, la production est vendue localement à des entreprises de collecte exploitant des flottes de camions qui alimentent les raffineries de la région du Kurdistan. Ces ventes sont moins rémunératrices que les exportations antérieures mais présentent l'avantage de paiements comptants pour les opérateurs. Les opérateurs pétroliers estiment les arriérés de paiement du gouvernement régional du Kurdistan à environ 1 Md USD sur la période octobre 2022 à mars 2023.

# IRAN

## 1. LES RECETTES DU FND À 172 MDS\$ EN DÉCEMBRE 2024

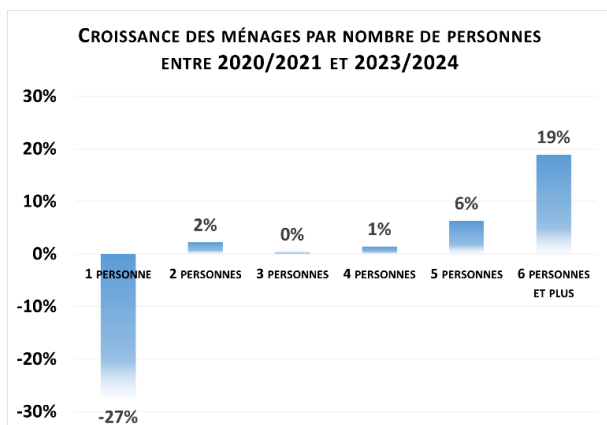
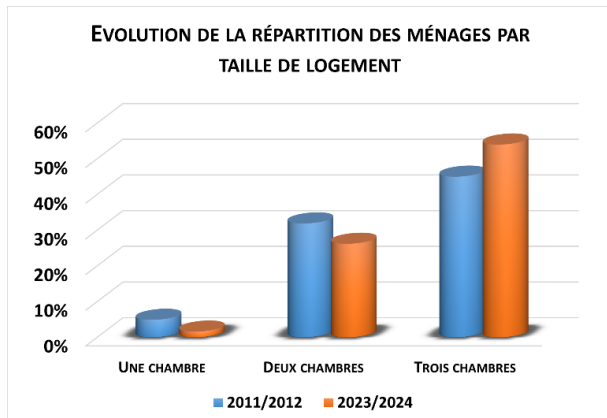
D'après les données communiquées par le Fonds national de développement (FND), les recettes accumulées depuis sa création en 2010/2011 à décembre 2024 s'établissent à 172,1 Mds \$, avec une part prépondérante de 95 % (163,6 Mds \$) issue des

ventes d'hydrocarbures - pétrole, condensats et gaz. L'encours des financements octroyés à l'État s'élève à 96,5 Mds \$, tandis que les crédits alloués au secteur privé atteignent 29,3 Mds \$. Les ressources actuelles du fonds représentent 29,5 Mds \$, dont 11 Mds \$ disponibles en trésorerie. Les investissements réalisés se répartissent entre : **i)** 60 opérations dans le secteur des hydrocarbures, mobilisant 23 Mds \$, **ii)** 48 installations de centrales thermiques d'une puissance cumulée de 7 GW nécessitant 4,8 Mds \$, **iii)** 7 initiatives dans le secteur des transports, valorisées à 2,7 Mds \$, ainsi qu'une infrastructure de transfert hydraulique estimée à 0,6 Md \$. Le fonds a également déployé 33 Mds \$ en prêts sans affectation spécifique. Dans ses perspectives, le FND envisage d'établir un véhicule d'investissement conjoint avec la Russie et d'initier des développements dans le domaine des énergies renouvelables en partenariat avec la Chine.

## 2. PROGRESSION DE 48,3% DES DÉPENSES DES MÉNAGES URBAINS EN 2023/2024

Les statistiques de la Banque Centrale révèlent qu'en 1402 (2023/2024), les dépenses brutes moyennes des ménages urbains – constitués en moyenne de 3,3 membres - exprimées en rials courants ont atteint **3,4 Mds IRR** (équivalant approximativement à **6 529 \$** au cours de change moyen de la période, soit 1\$ = 520 773 IRR), marquant une augmentation de **48,3%** en glissement annuel. Parallèlement, les revenus bruts moyens de ces ménages se sont établis à 3,3 Mds IRR (approximativement 6427 \$). Cette dynamique des dépenses résulte d'une augmentation des coûts liés **i)** à l'habitat, aux services publics - eau, électricité, gaz et autres combustibles (+47% en g.a), **ii)** à l'alimentation et aux boissons (+44% en g.a), **iii)** aux déplacements (+57,8% en g.a), **iv)** aux dépenses médicales (+50,8% en g.a), **v)** aux vêtements (+48,1% en g.a) et **vi)** aux activités récréatives (+77,3% en g.a). Sur cette période, 53,7% des ménages ne comptaient qu'un seul membre actif, et 25,5% aucun. La part du logement, constituant le principal poste de dépense des ménages, est passée de **27,7% en 2011/2012** à **35% en 2022/2023**. Cette tendance illustre le différentiel notable sur la période entre la multiplication par **24** des loyers face à celle par **20,6** des revenus bruts des ménages. Il est à noter que la proportion des ménages résidant dans des logements spacieux s'est accrue de **10%** pour atteindre **54 %**. Enfin, depuis 2020/2021, le nombre de ménages composé d'une seule personne a fortement chuté (-27,4 %), au profit des ménages de 5 personnes ou plus. Cette évolution s'explique essentiellement par un mouvement de **retour au**

domicile parental, devenu nécessaire en raison de contraintes financières.



## ISRAËL

### 1. L'INFLATION ET LE DÉFICIT PUBLIC MOINS ÉLEVÉS QUE PRÉVU EN 2024

L'indice des prix à la consommation (IPC) a baissé de 0,3% en décembre en glissement annuel, au-delà des prévisions des analystes. L'inflation sur l'ensemble de l'année s'est établie à 3,2%, au-dessus de la limite supérieure (3%) de la fourchette cible de la Banque Centrale. Malgré cette décrue progressive de l'inflation, le coût du logement, qui n'est pas intégré dans l'IPC, a augmenté de 7,8% en moyenne sur les 12 derniers mois. Le déficit public a quant à lui atteint 6,9% du PIB fin 2024 (à 136,2 Mds ILS), nettement inférieur aux 7,7% enregistrés fin novembre en g.a, grâce à une hausse des recouvrements fiscaux et à la disparition de l'effet de base du mois de décembre 2023.

### 2. BAISSÉ DE 50% DES RECETTES DU FONDS SOUVERAIN ISRAËLIEN EN 2024

Selon l'autorité fiscale israélienne, seuls 1 Md ILS de taxes sur les bénéfices du gaz et des ressources naturelles ont été collectés en 2024, contre environ 2 Mds ILS en 2023. La diminution de la perception

des prélèvements en 2024 par rapport à 2023 est due entre autres à la poursuite de la baisse des prix mondiaux des produits de base après le pic des prix en 2022 (en raison de la guerre en Ukraine) et aux travaux et investissements consentis en 2024 dans l'un des projets gaziers, réduisant de fait les montants nets collectés.

### 3. LA TECH ISRAËLIENNE CONCLUT 2024 AVEC UN BILAN POSITIF

Malgré l'impact de la guerre sur l'économie israélienne, les entreprises de la tech israélienne ont réussi à lever 9,6 Mds USD de fonds en 2024, en hausse de 39% par rapport à 2023. En 2024, 453 opérations ont été recensées au cours de l'année (+15% g.a.). Si le nombre final de transactions ne sera révélé qu'ultérieurement, IVC estime qu'entre 1 000 et 1 100 transactions ont été conclues en 2024 pour un montant total (estimé) de 12,5 Mds USD. Ce dynamisme semble se poursuivre début 2025, avec l'annonce par Nvidia le 15 janvier de la construction en cours de l'un des plus grands centres de données d'Israël près de Haïfa, pour un investissement de plus de 500 M USD.

### 4. LE GROUPE LUFTHANSA REPREND SES VOLS VERS ISRAËL À COMPTER DU 1<sup>ER</sup> FÉVRIER

Le groupe Lufthansa a annoncé la reprise des vols à destination d'Israël à compter du 1<sup>er</sup> février 2025. Cette reprise s'applique à l'ensemble des compagnies du groupe (Lufthansa, Swiss, Austrian Airlines, Brussels Airlines et Eurowings). Les vols Air France demeurent pour leurs parts suspendus au moins jusqu'au 24 janvier.

## JORDANIE

### 1. HAUSSE DE L'INFLATION (+1,56%) EN 2024

Selon le Département des Statistiques (DoS), l'indice des prix à la consommation (IPC) a enregistré une hausse de +1,56% en glissement annuel (g.a) sur l'ensemble de l'année 2024 et de +1,77% au mois de décembre 2024. L'inflation en 2024 a principalement été tirée par l'augmentation des prix des catégories : « effets personnels » (+12,86%), « eau et assainissement » (+6,68%), « tabac » (+4,07%) et « loyers » (+3,83%). À l'inverse, les catégories « meubles, tapis et literie », « textile de maison », « carburants et éclairages » et « matières grasses et huiles » ont enregistré des baisses de prix, respectivement de -1,91%, -1,14%, -1,13% et -1,09%. Pour rappel, en 2023, l'inflation s'était élevée à +2,08% en g.a.

## 2. APPROBATION DU BUDGET 2025

La commission des finances de la Chambre des Représentants a approuvé le projet de loi de finances pour 2025. Ce projet prévoit 10,2 Mds JOD (14,4 Mds USD) de recettes publiques, en hausse de +10,9% par rapport aux prévisions du FMI pour 2024, dont 9,5 Mds JOD (13,4 Mds USD) de recettes domestiques et 734 M JOD (1 Md USD) de dons étrangers. Concernant les dépenses publiques, le projet de loi anticipe un montant de 12,5 Mds JOD (17,6 Mds USD) en 2025, dont 1,5 Md JOD (2,1 Mds USD) de dépenses en capital, ce qui représente respectivement des hausses de +6,8% et +25% par rapport aux prévisions pour 2024 du FMI. Le déficit budgétaire devrait s'établir à 2,3 Mds JOD (3,24 Mds USD), contre 2,5 Mds JOD (3,52 Mds USD) en 2024 selon le FMI.

## 3. SIGNATURE DE L'ACCORD COMMERCIAL POUR LE PROJET « NATIONAL CONVEYOR ».

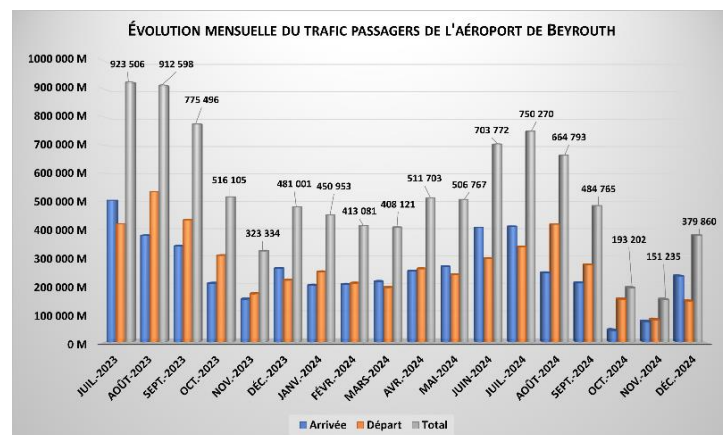
Le ministre de l'Eau et de l'Irrigation et le directeur de Meridiam pour la Jordanie (représentant le consortium Meridiam-Suez) ont signé le 12 janvier 2025 l'accord commercial pour le projet *Aqaba Amman Water Desalination and Conveyance* (AAWDC). Pour rappel le National Conveyor vise à construire une usine de dessalement à Aqaba, d'une capacité de production de 300 M de mètres cubes d'eau par an, un système d'adduction de 450 kilomètres jusqu'à Amman et une ferme solaire de 300 MW. La signature de l'accord financier est prévue pour la fin d'année 2025. Reposant sur un modèle de « Business Operate Transfert », la phase de construction du projet devrait durer 4 ans, suivie de 26 ans d'exploitation.

# LIBAN

## 1. REPRIS DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE EN DÉCEMBRE

Les derniers indicateurs microéconomiques semblent suggérer une reprise de l'activité suite à l'instauration du cessez-le-feu avec Israël le 27 novembre, traduisant une certaine résilience de l'économie libanaise. Le *Purchasing Managers' Index* (PMI), qui s'était redressé à 48,7 points dès novembre après avoir chuté à 45 points en octobre, s'est consolidé à 48,8 points en décembre. En particulier, le sous-indice des commandes à l'export a poursuivi sa reprise, à 48,6 points en décembre après 44,2 points en novembre et 31,2 points en octobre. En parallèle, le trafic de passagers à l'aéroport de Beyrouth, qui fournit une indication des flux de la diaspora dont dépend fortement l'économie libanaise, a enregistré un rebond en décembre

(+152% par rapport à novembre), bien qu'il reste en repli de -21% par rapport à décembre 2023, dans un contexte de reprise encore partielle des vols des compagnies aériennes internationales. Sur l'ensemble de l'année 2024, le trafic de passagers à l'aéroport s'est replié de -21% par rapport à 2023 (à 5,6 millions de passagers), tandis que le nombre de « touristes » (dans les faits principalement issus de la diaspora) a diminué de -33% en g.a. sur les 11 premiers mois de l'année.



## 2. LA BANQUE MONDIALE VALIDE UN PROJET DE PRÊT DE 258 M\$ POUR LE SECTEUR DE L'EAU

Le conseil d'administration de la Banque Mondiale (BIRD) a validé le 14 janvier le projet de prêt de 257,8 M\$ « [Second Greater Beirut Water Supply](#) », qui vise à financer l'achèvement des travaux d'infrastructures permettant de stocker et de transporter de l'eau de surface à Beyrouth, tout en améliorant la gestion de l'Établissement des eaux de Beyrouth et du Mont Liban (EBML). Ce projet, qui fait suite à un premier prêt de 200 M\$ octroyé en 2010, constitue un élément de réponse important à la problématique de l'eau au Liban. En dépit de ses ressources en eau abondantes, le Liban est en situation de stress hydrique du fait d'une gestion historiquement défailante du secteur. Dans un contexte de raréfaction attendue de la ressource, la priorité est de mettre en place des moyens de stockage de l'eau durant la saison des pluies, tout en adressant les inefficacités du système (tarifs trop faibles, pertes élevées). Le secteur de l'eau demeure ainsi une priorité des bailleurs de fonds au Liban, qui ont établi avec le Ministère de l'Energie et de l'Eau une feuille de route des réformes et actions prioritaires.

## TERRITOIRES PALESTINIENS

### 1. AIDE DE 120 M€ DE L'UE POUR GAZA SUITE À L'ACCORD DE CÉSSEZ-LE-FEU

La Présidente de La Commission Européenne, Ursula von der Leyen, a annoncé le 16 janvier, un nouveau paquet d'aide humanitaire de 120 M EUR destiné à Gaza, afin de répondre à la crise humanitaire en cours. Ce soutien porte à plus de 450 M EUR l'aide humanitaire totale de l'UE pour les territoires palestiniens depuis 2023.

La Commission Européenne a précisé que cette aide inclura des fonds pour la nourriture, les soins de santé, l'hébergement et l'accès à l'eau potable. En outre, l'UE a affrété des vols humanitaires contenant plus de 3 800 tonnes d'aide à Gaza. Les organisations humanitaires soulignent régulièrement l'importance d'un accès humanitaire sécurisé et sans entrave, dans un contexte de pénuries alimentaires sévères dans l'enclave depuis plusieurs mois.

### 2. VERSEMENT DES SALAIRES DES FONCTIONNAIRES EN JANVIER 2025

Les salaires des fonctionnaires pour le mois de novembre 2024 ont été versés par l'Autorité palestinienne le 13 janvier 2025, à hauteur d'au moins 70%, après plusieurs semaines d'incertitudes.

Le ministère des finances a précisé qu'avec ce calcul, plus de 70% des fonctionnaires recevront leur salaire complet, il s'agit de ceux dont le salaire mensuel ne dépasse pas 3500 NIS, soit 940 EUR au taux de change actuel.

Il a également été souligné que les autres arriérés dus aux employés seront payés dès que la situation financière le permettra. Selon certaines sources, un nombre considérable de fonctionnaires auraient accumulé un total de plus de sept salaires complets dus par le ministère des Finances depuis le début des paiements partiels en novembre 2021.

Depuis novembre 2021, l'Autorité palestinienne ne verse que partiellement les salaires de ses fonctionnaires, en raison d'une grave crise financière causée par des retenues israéliennes croissantes sur les recettes douanières palestiniennes prélevées par le gouvernement israélien.

### 3. FORTE HAUSSE DES PRIX À LA CONSOMMATION EN 2024

Les données publiées par le Bureau central des statistiques palestinien (PCBS) ont révélé une augmentation record des prix en 2024, avec une hausse générale de 54%. Cette augmentation a été particulièrement marquée à Gaza, où les prix des biens de consommation ont grimpé de 238%, depuis

la guerre déclenchée le 7 octobre 2023. À Jérusalem-Est, l'augmentation a été de 3,8%, et en Cisjordanie, de 2,5%.

Le rapport indique également que le pouvoir d'achat a chuté de 35%, avec des baisses modérées à Jérusalem (-3,7%) et en Cisjordanie (-3,4%) mais particulièrement importantes à Gaza (-70,4%).

Les hausses des prix des biens de consommation, notamment les produits alimentaires de base, ont aggravé les difficultés des ménages palestiniens, particulièrement ceux des couches les plus vulnérables. Les marchés de Cisjordanie ont aussi été affectés par les fermetures et opérations militaires, rendant encore plus difficile l'accès aux biens essentiels pour les familles palestiniennes.

## PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION (MILLIONS) - 2024	FMI / WEO	107	44	87	10	11	5,8 **	5,5 *	21 **
PIB (Mds USD) - 2024P	FMI / WEO	380	264	434	528	53	23 **	17 *	6,2 **
PIB / HAB. (USD) - 2024P	FMI / WEO	3542	5947	5013	53111	4682	3931 **	3181 *	295 **
CROISSANCE PIB RÉEL (%) - 2024P	FMI / WEO	2,7	0,1	3,7	0,7	2,4	-5,7 **	-5,4 *	-1,5 **
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) - 2024P	FMI / WEO	-10,1	-5	-3,1	-9	-7,4	0 **	-1 *	-8 **
DETTE PUBLIQUE (% PIB) - 2024P	FMI / WEO	91	46	35	68	92	158 **	50 *	n/a
RATING COFACE 2024	COFACE	C	E	E	A4	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	STATISTIQUES OFFICIELLES	26,4	3,1	31,2	3	1	15,7	60	100 **
PMI MENSUEL	STATISTIQUES OFFICIELLES	49,0	n/a	49,8	47,4	n/a	48,8	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) - 2023	DOUANES FRANÇAISES	1742	331	282	1803	339	362	17	22
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) - 2023	DOUANES FRANÇAISES	1117	1655	41	1471	47	98	4	5

\* = DONNÉES BANQUE MONDIALE

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS

**A1** TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **A4** CONVENABLE / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : [beyrouth@dgtresor.gouv.fr](mailto:beyrouth@dgtresor.gouv.fr)